



FORMATION SPÉCIALISÉE DU CSA DE RÉSEAU DU 17 JANVIER 2025

En ce début d'année 2025, nous aurons tout d'abord une pensée émue pour les deux collègues qui ont mis fin à leurs jours depuis le 1^{er} janvier :

- 📌 Le premier sur son lieu de travail en SGC, service dont nous dénonçons l'organisation structurelle toxique lors de notre dernière réunion,
- 📌 Le deuxième à la DSCT, service bien connu où nous avons dû intervenir à de nombreuses reprises pour permettre l'exfiltration de plusieurs collègues au bord du suicide...

Nous présentons nos plus sincères condoléances à leurs familles et aux collègues qui sont encore en état de choc.

C'est aussi avec beaucoup d'émotion que nous apportons notre soutien et toute notre solidarité à la population de Mayotte et tout particulièrement à nos collègues confrontés à la violence du cyclone CHIDO qui a dévasté Mayotte les 14 et 15 décembre 2024, causant des destructions massives sur son chemin : les logements, souvent très fragiles, ont été emportés, l'aéroport a été gravement endommagé, tout comme la majorité des infrastructures routières et électriques, pourtant déjà largement insuffisantes.

Un bilan de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de morts pour 39 morts et 5600 blessés au départ, selon un bilan toujours provisoire et qui ne sera jamais complet puisque de très nombreux morts ont été enterrés sans décompte.

Plus de 100 000 personnes résidaient dans des bidonvilles désormais réduits à néant. Dans de nombreux cas, les habitants ont choisi de ne pas abandonner leurs maigres possessions et se retrouvent aujourd'hui ensevelis sous des débris de métal.

Une fois de plus les populations les plus précaires ont payé le plus lourd tribut.

Le bilan humain s'annonce particulièrement tragique !

Mayotte, un territoire déjà affecté par des difficultés sociales majeures, voit sa condition fortement aggravée par cette catastrophe, ce qui soulève des inquiétudes concernant l'apparition d'une crise humanitaire prolongée d'une ampleur inédite au sein d'un département français.

Cette catastrophe constitue un rappel sévère des inégalités structurelles qui affectent l'île, caractérisée par des politiques publiques de plus en plus sécuritaires et xénophobes.

Les tempêtes et les pluies de mousson extrêmement violentes ne feront qu'aggraver la situation sur les prochains mois, le changement climatique ne faisant que potentialiser les phénomènes climatiques.

Si la DGFIP a fait son travail de recensement et de soutien à ses agent-es, ses bâtiments et ses missions, elle doit désormais créer des emplois en nombre suffisant pour que ses effectifs soient cohérents avec la population réelle, afin de rendre un service public de qualité là où l'État a trop longtemps failli.

Nous venons donc aujourd'hui au dialogue social dans un contexte où le président de la république poursuit son enfumage des électeurs et des élus en mettant en place un nouveau gouvernement en charge de mettre en œuvre ses orientations politiques que les électeurs ont pourtant majoritairement sanctionné.

Il est nécessaire que le premier Ministre affirme son respect de la démocratie parlementaire et de la démocratie sociale. **Pour la CGT Finances Publique** il y a nécessité pour le gouvernement de montrer un changement en termes de contenu et de méthode, au service des urgences sociales (emplois, salaires, services publics...) et non au service des plus riches.

Sur la question des retraites, l'objectif de la CGT Finances Publiques reste « l'abrogation de la réforme » dont il faut bloquer l'application immédiatement.

Malheureusement nous sommes confrontés à des réponses dilatoires et une volonté de poursuivre les politiques antérieures, comme si elles n'avaient pas été très majoritairement été rejetées lors des élections législatives.

Concernant le dialogue social à la DGFIP ou plutôt le monologue descendant qui consiste à décliner depuis 7 ans les orientations politiques d'un président omnipotent et de cocher la case dialogue social, nous constatons que comme la démocratie, il est au plus bas comme nous avons pu le constater lors du dernier CSAR.

La DG s'enferme dans une politique totalement sclérosante : plus de 30 000 emplois temps plein supprimés de 2008 à 2024 et un objectif de 3 000 suppressions supplémentaires dans le « cadre d'objectifs et de moyens » 2023-2027, 4 000 emplois vacants en 2024, des suppressions de services et de sites qui continuent, des méthodes de travail industrialisées, des règles de gestion qui n'en sont plus, des rémunérations qui ne suivent pas, un « management désincarné » manquant de moyens et qui en devient **structurellement toxique**.

Soyons clairs : le mal-être au travail ne fait que s'aggraver.

Et aujourd'hui nous ne pouvons que constater que vous restez dans le déni et l'inaction même lorsque nous vous interpellons.

Que ce soit en groupes de travail, en CSAR ou en formation spécialisée, l'administration écoute les représentants des personnels sans jamais les entendre... pour ne rien changer !

Vous comprendrez bien que, convoqué sur 9 points pour information, en totale infraction avec la loi et les décrets, sachant que nous n'irons pas jusqu'à épuisement de cet ordre du jour pléthorique, nous soyons désabusés et en colère.